

26 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, devant le Parlement de la République du Congo, sur les relations franco-africaines et franco- congolaises, à Brazzaville le 26 mars 2009.

Monsieur le Président, avant de m'adresser au peuple congolais et à ses représentants, je voudrais proposer à votre assemblée une minute de silence à la mémoire d'Edith Lucie BONGO ONDIMBA, dont la disparition nous a tous bouleversés. Je veux, au nom de la délégation que je conduis, renouveler nos condoléances attristées au Président SASSOU NGUESSO et à sa famille. Je vous remercie.

Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux et en même temps ému d'être aujourd'hui ici à Brazzaville.

Je ne sais pas si je dois pour autant remercier le Président de la République du Congo de m'avoir convié à m'exprimer devant le Parlement réuni en Congrès.

Je ne sais pas si je dois le remercier parce que c'est qu'à Brazzaville, que le Général de Gaulle a prononcé deux discours historiques. Comment relever un tel défi ? Comment même y songer ? En janvier 1944, tandis que la France combat pour sa libération, le Général de Gaulle ouvre la conférence de Brazzaville, alors capitale de la France Libre et il est animé, selon ses propres mots, « d'une volonté ardente et pratique de renouveau ». Il y appelle les Africains liés à la France à, je cite, « participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires ». J'ai relu ce discours avec beaucoup d'émotion, il amorçait une évolution majeure entre la France et les membres africains de ce qu'on appelait alors l'Empire. Comme il m'a semblé vain ce discours parfois dans mon pays qui exprime le gaullisme comme un retour aux sources alors que le gaullisme n'est qu'une projection vers l'avenir, jamais un retour vers le passé.

Mais en août 1958, le Général de Gaulle annonçait, Monsieur le Président, ici même, à Brazzaville, un changement radical et je le cite : « L'indépendance, quiconque la voudra, pourra la prendre aussitôt ». En août 1958. Deux ans plus tard, les Congolais, comme beaucoup d'autres, prenaient cette indépendance.

L'année prochaine, vous en célébrerez le cinquantième anniversaire. Et j'ai le sentiment qu'à nouveau, nous sommes à un tournant de notre relation.

Déjà deux générations ont passé. Vos nations et vos Etats se sont construits. Les conséquences et le souvenir de la relation du passé ne constituent plus désormais la raison principale de nos liens.

Si l'Afrique est toujours, et doit rester et restera, une priorité pour la France, c'est parce que, dans le monde qui se dessine, notre relation étroite offre un atout pour l'avenir.

Mais aujourd'hui, il nous faut définir ensemble les termes d'une proximité et, j'ose le mot, d'une familiarité renouvelées. Et je voudrais que nous nous débarrassions des pesanteurs du passé, dont souffre aujourd'hui notre relation et qui alimentent trop souvent méfiance et soupçons.

En France, c'est vrai, il existe un paradoxe dans les relations avec l'Afrique. Ceux d'entre vous qui ont étudié chez nous, qui vovagent savent qu'il existe une grande sympathie pour

l'Afrique. Mais ils savent aussi que l'opinion publique se désintéresse pourtant d'une relation trop souvent caricaturée comme opaque ou affairiste.

La perception africaine de cette relation n'est pas moins paradoxale : on déplore un prétendu désengagement français à l'égard de l'Afrique et mais en même temps, on continue de reprocher à la France de prétendues ingérences néocoloniales ou la persistance de je ne sais quels intérêts inavouables.

Aujourd'hui même, des Congolais mettent ainsi ma visite à Brazzaville sur le compte des échéances électorales congolaises de juillet sur lesquelles je voudrais peser, comme si je n'avais pas assez de mes propres affaires françaises ! On s'interroge, on m'interroge : qui la France est-elle venue soutenir ?

Et que cela soit clair : la France n'a pas à prendre parti dans une élection qu'elle soit provinciale, présidentielle ou législative. La France, dans aucun pays ne soutient aucun candidat ! Et la France travaillera main dans la main avec le Président que les Congolais se choisiront. Je ne suis pas venu ni ici, ni ailleurs - et à quel titre ? - pour me mêler des affaires intérieures d'un pays souverain. Mes compatriotes ne le comprendraient pas et les Africains ne l'accepteraient pas. Il est donc plus que temps de sortir des malentendus, des procès d'intention qui minent depuis des années et des années la qualité du dialogue entre la France et l'Afrique.

L'ambition que je porte, c'est de refonder une relation privilégiée. Pour refonder une relation privilégiée, peut-être faudrait-il que nous prenions le temps, les uns et les autres, de dire ce que nous attendons les uns des autres. Il y a une attente de la France vis-à-vis de l'Afrique, il y a une attente de l'Afrique vis-à-vis de la France, il y a une attente du Congo vis-à-vis de la France. Il faut, semble-t-il, commencer par assumer dans la clarté les intérêts que nous poursuivons. En ce qui concerne la France, je le ferai d'autant plus aisément que ces intérêts nous sont en réalité largement communs.

Je veux l'affirmer parce que j'ai cette conviction chevillée au cœur et à l'âme: la sécurité et la prospérité de la France et de l'Europe sont indissociables de la sécurité et de la prospérité de l'Afrique. Je rappellerai autant qu'il le faut à mes compatriotes et à mes amis européens que douze kilomètres séparent le continent africain du continent européen. Nous sommes des voisins directs. La Méditerranée, nous est commune, nous lie bien plus qu'elle ne nous sépare. L'Union pour la Méditerranée, que j'ai souhaitée, est la charnière nécessaire entre l'Europe et l'Afrique. Ce ne sont plus deux mondes qui s'observent avec méfiance mais deux ensembles continentaux qui doivent organiser un espace commun d'échange et de dialogue là où ils se rejoignent. Espace commun d'échange pour les marchandises bien sûr, mais pour les hommes bien évidemment. Les trafics, la menace terroriste, les crises violentes et leurs réfugiés, la piraterie, le pillage des ressources naturelles, tous ces maux vous affectent parce que vous êtes en première ligne, mais nous affecteront par ricochet nous aussi. C'est notre intérêt légitime que de contribuer à leur règlement aux côtés de nos amis Africains.

Intérêt encore que la sécurité sanitaire et la lutte contre les pandémies. Peut-on sérieusement s'imaginer lutter contre le Sida en Europe sans vous donner les moyens de le combattre en Afrique ? Comme il serait irresponsable d'abandonner l'Afrique face à ce grand malheur. Comme il est nécessaire de vous soutenir dans les ambitions sanitaires qui sont les vôtres.

Intérêt toujours que le développement économique de l'Afrique.

Contrairement à un cliché dépassé mais vivace, la France aujourd'hui ne doit pas sa prospérité à l'exploitation des richesses africaines. Il est révolu le temps où l'Afrique absorbait près de la moitié des exportations françaises.

Relativement aux autres parties du monde, nos échanges et nos liens économiques, sont nécessaires doivent être mutuellement profitables et ont trop diminué. J'ajoute que, me semble-t-il, l'Europe a eu tort pendant quinze à vingt ans, d'être obnubilée par sa dimension orientale, par son regard vers l'est, en oubliant qu'au sud il se passait quelque chose de majeur, parce que l'Afrique, c'est la jeunesse du monde et qu'on ne peut pas ignorer la jeunesse du monde.

Une nouvelle donne est désormais souhaitable. La forte croissance économique qu'a connue l'Afrique ces dernières années ne contribue pas seulement à réduire l'écart de développement

entre nos deux continents & elle rappelle que l'Afrique, si proche de l'Europe, pourrait occuper une place de partenaire économique et commercial majeur.

La France, l'Europe, l'Afrique ont enfin un intérêt commun : celui de peser ensemble sur les règles de la mondialisation pour les infléchir vers plus d'équité et favoriser l'émergence d'un ordre mondial plus juste et donc plus stable. Je comprends, je partage et je soutiens les propositions et les protestations du Président SASSOU NGUESSO lorsqu'il se plaint à juste titre que dans le concert des Nations, une juste place ne soit pas faite à la représentation du continent africain. Vous l'aurez compris, il y a de nombreuses raisons objectives de vouloir jeter les bases d'une relation renouvelée entre la France et l'Afrique.

Ceci posé, je vois le procès arriver. N'aurais-je pas dans l'idée la liquidation d'une relation ancienne, fraternelle ? On peut imaginer jeter les bases d'une relation renouvelée sans liquider une relation ancienne et fraternelle à laquelle nous tenons. Mais je veux conférer à cette relation ancienne et fraternelle une légitimité nouvelle.

Cette relation privilégiée doit susciter une adhésion partagée, mais une adhésion partagée pas seulement des gouvernants, mais des nouveaux acteurs africains que sont les sociétés civiles. Les peuples, le peuple de France, le peuple du Congo, qui doivent être à l'unisson de valeurs partagées. C'est cette fraternité de nos peuples, de nos sociétés civiles que nous devons retrouver.

Nos deux pays, à l'image de nos deux continents, y aspirent. Cette relation ne doit pas devenir un privilège indu, pas plus qu'un héritage pesant, mais un engagement renouvelé et volontaire, au service d'une relation équilibrée -vous avez besoin de nous, mais nous avons besoin de vous - et décomplexée. Notre histoire, nous l'assumons. Je viens ici dans un pays souverain et un pays indépendant, un pays que je considère bien sûr à l'égalité du mien, ni plus ni moins.

J'ai déjà essayé d'engager ce rééquilibrage, dans la transparence et dans l'intérêt mutuel.

J'avais annoncé il y a un an devant le Parlement sud-africain, la renégociation des accords de défense qui lient la France à certains pays d'Afrique. Cette renégociation, Alain JOYANDET, est en cours.

Un premier accord de partenariat de défense vient d'être signé avec le Togo. Je m'en réjouis.

D'autres vont suivre. Le Parlement français sera saisi pour ratification. Et j'ai l'intention de publier l'intégralité de ces accords. Le secret dans l'amitié entre l'Afrique et la France ne peut plus être de mise en 2009. Ce secret alimenterait toutes les suspicions, nous avons des deux côtés intérêt à la transparence car il n'y a rien à cacher.

Ces accords offriront un cadre rénové de défense et de coopération. Ils sont tournés vers le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix et bâtis sur la réciprocité. Ils abrogent des dispositions que j'estimais dépassées telles, par exemple, que celles qui pouvaient autoriser l'intervention au profit du maintien de l'ordre - je parle de l'armée française - ou réserver l'exploitation de produits stratégiques à l'ancienne puissance coloniale. Je ne serai pas le Président de la République qui assumerait des accords secrets de cette nature.

La fondation la plus sûre de la paix et de la concorde nationale reste, nous le savons bien, la démocratie. Je souhaite, dans ce domaine comme dans les autres, être parfaitement transparent. Je l'affirme, la démocratie et les droits de l'homme font partie de notre héritage commun : ce ne sont pas pour autant des valeurs artificiellement plaquées sur votre société et qu'une arrogance occidentale ou française aurait décrétées universelles.

Il s'agit aussi de valeurs africaines.

Une historienne africaine, Monsieur le Président, m'a dédié un « petit précis d'histoire africaine ». J'ai eu du plaisir à lire ce petit précis, Mme Konaré a pris la peine de le publier. C'est intéressant parce que ce « petit précis d'histoire africaine », rédigé par une Africaine, décrit bien l'humanisme qui se trouve en Afrique, dès le 13^{ème} siècle, au coeur de la Charte de Kourougan Fouga, au Mali. Cet humanisme du 13^{ème} siècle en Afrique n'a rien à envier aux principes qui ont préfiguré en Europe l'énoncé des droits de l'homme.

Ces hautes valeurs venues de l'histoire de l'Afrique, ont été consacrées et actualisées par la charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 et, tout récemment, par la

Charte africaine de la démocratie de 2007.

Les Etats signataires, dont le Congo, c'est tout son honneur, s'y sont engagés à « promouvoir la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimes », je cite. Ils s'y sont engagés à mettre en place des organes électoraux impartiaux comme à garantir un accès équitable aux médias. Je sais qu'ici, dans cette enceinte parlementaire, par nature amie de la démocratie, ces propos trouveront un écho attentif. Je suis conscient que la démocratie est un processus, qu'elle a ses étapes, qu'elle a ses freins. Pour que la démocratie apporte la paix, la stabilité et le développement auxquels les Congolais aspirent, il me semble essentiel que ce processus continue à progresser vers la mise en oeuvre des engagements pris.

Mes chers amis, comprenez-moi bien, il ne s'agit pas seulement d'une exigence philosophique ou politique. Il s'agit d'une contribution indispensable au développement car la démocratie assure que la diffusion de la prospérité se fasse vers le plus grand nombre.

Développement et stabilité sont vos objectifs. Dans l'esprit de partenariat renouvelé qui nous anime, la France y contribuera. Vous savez nos efforts pour appuyer votre désendettement. J'en ai parlé longuement avec le Président SASSOU, la France vous aidera notamment au Club de Paris, nous ferons des efforts pour soutenir la relance de vos infrastructures, sujets qui tiennent particulièrement à coeur au Président SASSOU. Nous répondrons présents parce qu'il n'y a pas d'autre choix pour l'Afrique que le développement.

La France n'aide pas le Congo parce qu'elle aurait une dette envers le Congo.

La France est naturellement reconnaissante au Congo de son soutien en des temps difficiles. Je me rappelle des mots du Général de Gaulle sur « Brazzaville qui, pendant de terribles années, fut le refuge de notre honneur et de notre indépendance ».

Si la France aide le Congo, c'est que la France veut un avenir commun avec le Congo.

L'aide de la France est déliée, elle ne vise pas à promouvoir ses exportations ou à assurer des marchés à ses entreprises.

Elle ne vise pas non plus à préserver ses entreprises de la concurrence.

Dans ce climat concurrentiel, les entreprises françaises gagnent des marchés. Parce qu'elles font la preuve de leur grande compétence et parce qu'elles démontrent que leur présence, au Congo comme ailleurs, ne résulte pas de positions acquises. Et je comprends parfaitement que pendant trop d'années, vous mes amis Congolais, vous avez pu considérer qu'on faisait moins d'efforts parce que nous avons une situation que nous aurions pu considérer comme privilégiée. Il n'y a pas de privilège. On doit mériter votre amitié, on doit mériter votre confiance en faisant les efforts nécessaires.

Mesdames et Messieurs,

J'ai conscience également que depuis peu d'années, grâce au Président SASSOU NGUESSO, le Congo a retrouvé la stabilité et la sécurité. Voir Brazzaville, Brazzaville reconstruite, Brazzaville apaisée, c'est dire que cette bataille là, vous l'avez gagnée. Ne vous arrêtez pas en chemin. Il faut gagner toutes les autres et le chemin est encore long.

Je garde à l'esprit la position claire et forte du Président SASSOU sur la crise financière et le G20 £ sur l'injustice que ressentent de nombreux Africains face à une crise qu'ils n'ont pas provoquée, qui les affecte pleinement, et au règlement de laquelle, un comble, ils ont le sentiment de ne pas être associés.

La France sera, si vous le voulez bien, votre porte-parole. La France demande la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. La France demande qu'il y ait un membre permanent africain au Conseil de sécurité des Nations Unies. La France demande que le G8 se transforme en G14 pour qu'il y ait au moins un membre africain dans le concert des grandes nations. Et la France demande qu'au G20 on donne la parole à l'Afrique.

Alors après, qui en Afrique ? C'est un sujet qui concerne tous les continents, que chacun discute sur son continent. Pour les uns il faudra l'élection, pour les autres il faudra le tour de rôle, pour les troisièmes il faudra tenir compte d'un certain nombre de critères objectifs. Peu importe, il me semble, il m'a toujours semblé déraisonnable d'envisager les grandes questions du monde sans demander à l'Afrique d'y prendre la parole. Et qu'on ne vienne pas me dire que la nuisance

demande à l'Afrique d'y prendre le pari. Et que ce ne soit pas me dire que la puissance financière de l'Afrique ne justifie pas la présence dans les grandes enceintes du monde parce qu'ici, dans le bassin du Congo, deuxième forêt du monde, on ne règlera pas le défi du réchauffement climatique sans vous donner les moyens d'entretenir cette forêt du bassin du Congo dont l'univers a besoin pour assurer sa survie.

Ce que je dis vaut également pour l'Amazonie et le Brésil, première forêt du monde, mais pourrait valoir également pour nos amis russes avec la Sibérie, la troisième forêt du monde. On ne peut pas dire à la fois que le monde, pour son équilibre, a besoin de forêts et ne pas aider les pays qui n'en ont visiblement pas la possibilité à entretenir ce patrimoine qui va bien au-delà du simple destin du Congo, mais qui concerne le destin de la planète.

L'Afrique ne doit pas être la victime du dévoiement du système économique mondial.

Croire que l'on peut résoudre la crise actuelle sans s'occuper de la situation des pays africains serait une aberration morale: le maintien de notre prospérité ne peut se nourrir d'un nouvel approfondissement des inégalités. J'ai bien l'intention de poser lors du G20 la question de la dette africaine pour peu, mes chers amis, que vous acceptiez la cohérence qui voudrait que si certains pays parmi les plus riches du monde remettent votre dette ou l'annulent, il ne faut pas alors que vous vous rendiez avec d'autres dans des conditions moins bonnes encore que celles que vous avez connues à notre époque. Il n'y a de reproche à l'endroit de personne, mais ma conception de la justice, c'est les mêmes règles pour chacun sinon le réveil pourrait être douloureux pour tous.

Il importe donc que l'Afrique continue à croître. Vous êtes un moteur de croissance mondiale.

Vous pouvez contribuer au redémarrage global de l'économie.

Il faut donc vous offrir des marges de manoeuvres.

Je demanderai aux institutions financières des outils nouveaux de soutien rapide des finances publiques, du secteur privé africain, de promotion des projets d'infrastructures en cours.

Je soutiendrai l'accroissement des ressources du Fonds Monétaire International qui doit profiter à l'Afrique.

Et, bien entendu, la France tiendra les engagements qu'elle a pris relative à l'aide publique au développement, au financement du développement, en particulier ceux que j'ai annoncés l'année dernière au Cap, en Afrique du Sud.

Je souhaite évoquer un autre sujet, pour lequel le concours du Congo est déterminant. Il s'agit du changement climatique.

Des trois grands bassins forestiers du monde, c'est le bassin du Congo qui a le mieux préservé sa forêt. La France doit reconnaître le caractère exemplaire de votre action et la place de votre forêt dans la bataille pour l'avenir de notre planète.

Cet encouragement n'est pas que verbal. La France a consacré depuis quelques années 150 millions d'euros aux forêts du bassin du Congo.

Dans les négociations sur le climat, on évoque beaucoup la déforestation mais pas assez la lutte contre la dégradation des forêts. Rémunérer les pays, comme je vous le disais il y a un instant, qui cessent la déforestation ne suffira pas.

Ce serait injuste pour des pays qui, comme le Congo, ne pratiquent pas la déforestation. On ne va pas rémunérer ceux qui ont détruit leur forêt et oublier ceux qui l'ont préservée. C'est pourquoi je plaiderai pour que l'aide soit étendue aux pays comme le vôtre qui évitent l'appauvrissement de leur forêt à travers la préservation et la gestion durable. C'est très important qu'il y ait une contribution carbone pour des pays comme le vôtre.

La France est prête à contribuer à la réalisation et à la mise en oeuvre, dans les Etats de la région, de programmes régionaux et nationaux forêt-climat.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

En 1958, le général de Gaulle avait proposé un modèle nouveau de rapports entre la France et l'Afrique.

Cinquante ans plus tard, la France demeure attachée à la relation étroite et privilégiée qui s'est établie dans ce cadre. Mais nous devons penser à l'avenir.

Rénovons donc notre relation.

J'ai tenté d'en esquisser les grandes lignes, je l'ai fait avec franchise, c'est mon tempérament. Je n'ai pas l'habitude de venir en Afrique pour ne pas y tenir un langage de vérité, comme si les Africains n'étaient pas capables de comprendre les grands enjeux de demain.

Je viens parler à des amis, je viens parler à des frères, je viens parler à des femmes et des hommes qui sont conscients des responsabilités qui pèsent sur leurs épaules.

Je viens vous proposer ce partenariat, je viens vous proposer que nous le voulions ensemble. Je viens vous proposer d'achever, d'abolir ce que le passé a laissé d'obscurité, d'inégalité, de soupçons entre nous et qui resurgit parfois.

Je veux essayer de répondre à l'attente des peuples d'Afrique et comme j'ai été ému par l'accueil qui nous a été réservé par le peuple congolais.

Je veux accompagner les évolutions de nos sociétés. Je veux vous dire que nous connaissons des problèmes en France, que nous avons des incompréhensions en France. Qu'en France même nous cherchons à adapter notre modèle au XXIème siècle et non pas au siècle précédent. Je ne viens pas vous dire que vous avez des problèmes et que nous n'en avons aucun. Ensemble, nous avons des problèmes, et si nous travaillions main dans la main pour essayer d'apporter une réponse complémentaire.

La France ne peut seule décider de s'engager sur ce chemin. La France est déterminée à le faire mais c'est à vous d'en décider, c'est à vous de dire si vous le voulez.

Je suis venu en ami, conscient des progrès que vous avez accomplis, vous dire combien nous admirons cette paix retrouvée, cette stabilité si chèrement payée. Je viens vous dire que sur ce chemin de cette démocratie, nous vous accompagnerons et sur la nécessité du développement, nous serons avec vous.

Chers amis du Congo, Vive le Congo-Brazzaville et si vous me le permettez, vive la France !